

**Comparution devant le
Comité permanent des opérations gouvernementales
et des prévisions budgétaires**

Notes d'allocution

**Le gel des enveloppes budgétaires ministérielles
et les opérations gouvernementales**



Le 14 avril 2010

100, rue Queen Street, 4e étage/4th Floor, Ottawa, Ontario K1P 1J9
(613) 236-9181/1-800-265-9181 Téléc/Fax: (613) 236-6017 www.acep-cape.ca

Témoins de l'ACEP

Claude Poirier
Président
Association canadienne des employés professionnels
4^e étage - 100, rue Queen
Ottawa (ON)
K1P 1J9

613-236-9181 ou 1-800-265-9181

cpoirier@acep-cape.ca

Claude Danik
Directeur exécutif
Association canadienne des employés professionnels
4^e étage - 100, rue Queen
Ottawa (ON)
K1P 1J9

613-236-9181 ou 1-800-265-9181

cdanik@acep-cape.ca

Observatrice de l'ACEP

Hélène Paris
Agente de recherche
Association canadienne des employés professionnels
4^e étage - 100, rue Queen
Ottawa (ON)
K1P 1J9

613-236-9181 ou 1-800-265-9181

hparis@acep-cape.ca

Bonjour,

Je m'appelle Claude Poirier. Je suis président de l'Association canadienne des employés professionnels, l'ACEP. Je suis accompagné par Claude Danik, directeur exécutif de l'ACEP, et par Hélène Paris, agente de recherche à l'ACEP.

Nous représentons environ 12 000 économistes, sociologues et statisticiens du gouvernement du Canada. Ils donnent des conseils et fournissent des analyses aux ministères et organismes partout au Canada. Nous représentons aussi plus d'un millier de traducteurs, d'interprètes et de terminologues du Bureau de la traduction, y compris, probablement, les interprètes présents dans la cabine. Enfin, nous représentons un peu moins d'une centaine de chercheurs et d'analystes à la Bibliothèque du Parlement de qui, j'en suis convaincu, vous recevez des services inestimables.

J'aimerais remercier le Comité de nous avoir invités à commenter les effets qu'aura le budget du gouvernement sur nos membres et sur la population canadienne. Vous trouverez en annexe de mes notes d'allocution des questions que nous posons aux ministères et organismes concernant les coupures qu'ils risquent d'appliquer.

Mon premier commentaire consistera à dire que nos membres ont probablement dit au gouvernement en place qu'il faisait fausse route. C'est-à-dire, exercer davantage de pression sur une fonction publique déjà trop sollicitée, mettre en danger la relève, compte tenu du nombre de fonctionnaires qui se préparent à la retraite, menacer le transfert de connaissances d'une génération à l'autre, compromettre la qualité des services offerts à la population, accroissant inévitablement la charge de travail et le nombre de personnes exposées au stress et à l'épuisement professionnel.

Ça aurait pourtant dû être évident.

Le Canada éprouve déjà des problèmes à remplacer une partie de son effectif. Prenons par exemple nos membres du groupe économique et services des sciences sociales. Le nombre de postes vacants demeure très élevé. Pourquoi? Simplement parce que nous ne pouvons pas trouver assez de candidats pour combler les besoins des ministères et organismes. Menacer les salaires, les avantages sociaux, les pensions ou la sécurité d'emploi n'aidera pas à attirer des professionnels compétents.

Prenons aussi le Bureau de la traduction. Nous savons déjà que le Canada en général doit trouver 1000 nouveaux traducteurs par année. Les universités ne produisent qu'environ 200 nouveaux diplômés par année et le Bureau de la traduction embauche la majorité de ces diplômés. Le gouvernement du Canada a créé un programme de bourses universitaires pour accroître le nombre d'étudiants. Encore une fois, les

attaques sur la fonction publique ne nous aideront pas à recruter des professionnels compétents.

Dans les trois groupes que nous représentons, l'âge moyen est assez élevé. Le nombre d'employés partant à la retraite atteindra son sommet en 2014 et, à cause d'une interruption dans l'embauche dans les années 1990, nous connaissons un manque grave de relève.

Mais qu'en est-il de la sécurité du public canadien? Si le gouvernement en place impose un gel des budgets et commence à couper les programmes, verrons-nous une hausse du nombre de projets dangereux arrivant sur le marché? Verrons-nous des problèmes touchant la sécurité des aliments ou des médicaments? Pouvons-nous nous attendre à des problèmes si une nouvelle pandémie éclate au Canada? Possèderons-nous l'expertise nécessaire? Disposerons-nous des connaissances institutionnelles nécessaires?

Que se passerait-il si, au lieu de régler son déficit en forçant les fonctionnaires fédéraux à choisir où couper dans les budgets, le gouvernement en place avait eu le courage de prendre des décisions, de choisir le programme à couper et avait eu le courage d'en prendre la responsabilité devant l'électorat à la prochaine élection. On appelle cela prendre ses responsabilités. Donc prendre des décisions et d'accepter le jugement de la population. Non. Le gouvernement en place ne s'est pas gêné pour laisser à d'autres le mauvais rôle et pour les laisser à la critique de la population.

En passant, j'ai utilisé le mot déficit. Ne trouvez-vous pas étrange que le déficit actuel soit en très grande partie attribuable à la crise mondiale et que le Canada compte parmi les pays les moins touchés? Même le Fraser Institute est venu à la conclusion que les mesures prises par le gouvernement en place n'ont eu aucun effet sur la reprise. Pis encore, ce "déficit d'origine humaine" sert de prétexte pour couper encore dans les services dispensés à la population canadienne. Un déficit préfabriqué créé pour donner une bonne raison de frapper encore une fois la fonction publique, pour des raisons idéologiques.

Imaginez simplement que vous disiez à votre famille que vous coupez dans tous les secteurs de dépenses exactement 5 % par année pour les 3 prochaines années. Quinze pour cent au total. Quinze pour cent sur les divertissements ne vous aidera pas à gagner un concours de popularité auprès de vos adolescents, mais si vous coupez 15 % sur les aliments ou 15 % sur les produits de santé. Vous passerez sans doute pour de très mauvais parents.

Le fait de couper constamment, année après année, sans trop réfléchir, dans les dépenses publiques, constitue une très mauvaise façon de gouverner.

Le fait de couper les impôts des grandes entreprises, lorsque ce n'est pas nécessaire, constitue aussi une mauvaise façon de gouverner. Les entreprises qui ne sont pas rentables ne verront pas la différence. Si elles ne font pas de profit, elles ne paient pas d'impôt. Par contre, offrir des réductions fiscales à l'industrie pétrolière n'a pas de sens.

Mais qu'est-ce que bien gouverner? Bien gouverner, c'est éviter de détruire la fonction publique canadienne dans l'espoir d'obtenir une majorité à la prochaine élection.

Bien gouverner, c'est de s'assurer que l'on ne perde pas les connaissances institutionnelles.

Bien gouverner, c'est faire passer en premier l'intérêt de la population canadienne.

Bien gouverner, c'est écouter les experts maison qui vous disent que vous faites fausse route.

Bien gouverner, c'est de poser des questions avant, et non après, lorsqu'il est trop tard.

Merci.

Appendice A

Questions pour la direction des ministères

1. Comment l'organisation (ministère, agence, tribunal, etc.) comprend-elle le mot d'ordre venant du budget 2010-2011?
 - Comment l'organisation définit-elle le plafond des restrictions?
 - Définissez-vous votre responsabilité comme la responsabilité de veiller à ce que les rajustements salariaux de 1,5 % soient couverts par le coût actuel des salaires?
2. Quelle est l'échéance pour établir les stratégies en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le budget?
 - Avez-vous fait une analyse des coûts salariaux fondée sur le nombre de départs anticipés spécifique de votre ministère?
 - Si non, quand le ferez-vous? Et quand pourrions-nous voir les chiffres?
 - Vous engagerez-vous comme représentant de l'employeur à attendre d'avoir les chiffres avant de commencer à couper des programmes et/ou des postes?
3. Quelles conséquences, le cas échéant, aura l'examen sur le moral et la productivité des employés? Mesurez-vous l'effet de l'examen dans le cadre de votre évaluation de la productivité globale pendant la période de restriction?
4. Comment votre organisation mesure-t-elle l'effet de l'examen sur les départs? Comment votre organisation aborde-t-elle la question de la mémoire institutionnelle?

-
5. Quelles conséquences, le cas échéant, aura l'examen sur la charge de travail des employés qui travailleront pour l'organisation dans un an?
 6. Les membres de l'ACEP doivent être rémunérés conformément à leur convention collective; les conventions EC et TR stipulent que les heures supplémentaires doivent être rémunérées à temps et demi et dans certaines circonstances à temps double. L'organisation tient-elle compte du coût additionnel des heures supplémentaires dans le calcul du coût de sa main-d'œuvre pour l'année financière 2010-2011? Quelle est la formule utilisée pour estimer le coût des heures supplémentaires?
 7. Ou ... l'organisation prévoit-elle réduire le travail proportionnellement aux coupures de personnel?
 8. Quel pourcentage des ressources de l'organisation est consacré à la réalisation de l'examen?
 9. Combien d'examens de programmes votre organisation a-t-elle faits au cours des trois dernières années; des dix dernières années?
 10. Quel est l'effet global de ces examens répétés sur la stabilité des opérations de votre organisation?
 11. L'examen financier provoque-t-il, ou exacerbe-t-il, une crise de l'administration publique pour votre organisation?
 - La qualité des services aux clients internes sera-t-elle touchée? Si oui, comment?
 - La qualité des services aux clients externes sera-t-elle touchée? Si oui, comment?
 - Les conditions de travail souffriront-elles? Si oui, comment?